



Derrière la cabosse, le gigot ?

Relance cacaoyère et pression de chasse, un point d'attention pour les initiatives d'appui à la filière.

C. Vermeulen^a, A. Trégourès^b, F. Bianen^b, G. Gibbon^{c,d}, C. Julve^b

^a Université de Liège, Gembloux Agro-bioTech,

^b Nature + asbl,

^c African Parks Network (APN)

^d Fondation Odzala-Kokoua-Lossi

La cacaoculture est une source de revenus non-négligeable pour certaines communautés en Afrique centrale. Toutefois, l'apport financier nécessaire à certains étapes de la production peut faire augmenter la pression de chasse, laquelle est toujours vue comme une forme rapide de rentrée financière. Les divers appuis à la filière sont une occasion unique pour se pencher sur les mécanismes de suivi des impacts de cette culture de rente sur l'écosystème, afin de s'assurer que la cacaoculture ne se finance pas par la chasse.

La chasse : une pratique locale, des filières organisées

La chasse dans le bassin du Congo constitue une des principales menaces pour la grande faune mammalienne. Pratiquée à l'échelle du ménage pour l'alimentation, son commerce permet également à de nombreuses personnes de se monétariser pour faire face aux besoins essentiels (scolarité, santé...), qu'ils soient quotidiens (scolarité, transport, ...) ou exceptionnels (santé, cérémonies, ...). Ce commerce se structure en filières organisées à destination des centres urbains en expansion et représente parfois des volumes considérables [1], entraînant des extinctions locales des espèces de grande taille. A ce titre, la chasse fait l'objet d'une grande attention de la part des gestionnaires des aires protégées, qui tentent à la fois de limiter son impact par la lutte anti-braconnage, et à la fois de trouver des activités alternatives génératrices de revenus.

La place importante du cacao dans les activités génératrices de revenus

Les activités alternatives génératrices de revenus développées en périphérie des aires protégées comptent quelques secteurs classiques, parmi lesquels on peut citer l'apiculture, le maraichage, la foresterie communautaire...

Ces activités ne sont pas toujours faciles à faire émerger, car elles supposent la maîtrise de techniques nouvelles par les communautés villageoises. Il est dès

lors tentant et pertinent de se tourner aussi vers des secteurs plus anciennement ancrés dans les pratiques locales et le paysanat, comme les cultures de rente. Relance des filières de café, caoutchouc ou cacao comptent parmi les stratégies que l'on peut souvent



La chasse villageoise, une activité pour se nourrir et se monétariser
Photo Samuel Hette

[1] Entre 2017 et 2018, le Parc National d'Odzala-Kokoua a estimé que plus de 350kg de viande de brousse transitaient quotidiennement à l'une de ses barrières de contrôle, sans variation notable entre les saisons (Bohm, T., 2020. *Trafic et utilisation de la viande de brousse aux environs du Parc National Odzala-Kokoua (PNOK). Étude sur le trafic de viande de brousse sur l'axe nord du PNOK.* Service Recherche & Monitoring, Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL)



trouver dans les plans de développement des périphéries des aires protégées. Souvent déjà établie dans de nombreux villages, la filière cacao survit entre fluctuation des prix mondiaux et abandon des producteurs par l'état. Elle permet néanmoins à de nombreux villageois de gagner annuellement des sommes considérables à l'échelle du budget des ménages, en particulier dans le cadre de systèmes agro-forestiers maintenant le couvert forestier et accueillant une riche biodiversité.

Sur les 16 villages présents au nord du Parc National d'Odzala-Kokoua, 13 d'entre-eux pratiquent la cacaoculture, pour un gain annuel moyen par ménage d'environ 600 000FCFA (914€). Cependant, les plan-

Des projets de relance du cacao

Inscrits ou non dans les financements dédiés aux périphéries des aires protégées, on observe de plus en plus de projets dont l'objectif est de dynamiser la filière cacao. Appuis aux producteurs (intrants, techniques de séchage, rajeunissement ou extension des plantations...) ou structuration de la filière (magasins de stockage, garantie d'achats sur base de qualité supérieure, regroupement des planteurs lors des ventes...), les projets ont pour but de vendre des fèves de meilleure qualité et en plus grande quantité, au profit des producteurs locaux.

La chasse finance-t-elle le cacao ?

En Afrique centrale, la production de cacao est notamment limitée par la disponibilité de la main d'œuvre familiale. Dès lors que des projets se proposent d'augmenter la production par des conseils techniques pouvant impliquer une augmentation de la main d'œuvre, le producteur sera contraint de recruter de l'aide ponctuelle pour faire face aux besoins croissants en travail.

Des enquêtes préliminaires menées dans le cadre du projet ECOFAC 6 en périphérie du Parc National d'Odzala-Kokoua [2] tendent à montrer des liens entre cacaoculture et chasse pour financer certaines étapes du processus de production (désherbage, cueillette, ramassage...). En effet, la majorité des planteurs ne parviennent pas à constituer d'épargne leur permettant de financer les activités d'entretiens. Si quelques uns se tournent vers l'emprunt auprès d'acheteurs, les taux de remboursement sont tels que la chasse apparaît comme une bien meilleure alternative. En d'autres termes, pour payer sa main d'œuvre et bénéficier d'un revenu, le producteur partirait chasser.

Un nécessaire suivi de tout appui à la filière cacao

Ces constats préliminaires incitent à la prudence : il serait dommage qu'une activité sensée apporter un revenu alternatif à la chasse implique plus d'activité cynégétique pour être mise en œuvre. A ce stade, nous recommandons les dispositions suivantes :

- Toute intervention dans le secteur cacao devra prévoir un **processus de suivi et d'atténuation**



Dans certaines régions du Bassin du Congo, la culture du cacao est plus ancienne que cette magnifique gravure

tations sont vieillissantes et peu entretenues, tandis que les faibles capacités d'épargne et d'auto-financement des planteurs, limitent leurs investissements et réduisent d'autant plus les rendements [2].

[2] Nature +, 2022. Projet d'appui à la cacaoculture sur l'axe Nord du Parc national d'Odzala-Kokoua. Bilan après 2 campagnes de commercialisation. Bilan d'activité, FOKL.

des risques liés au financement de la cacaoculture par la chasse

Tout projet d'appui à la filière devrait accompagner les planteurs à réaliser un suivi financier des coûts et recettes de leurs plantations, en identifiant en particulier celles provenant de la chasse et du cacao, et les former en bonnes pratiques de gestion financière. En effet, bien que les dépenses liées à la production du cacao soient similaires d'un planteur à l'autre (entretien, main d'œuvre pour la campagne de collecte du cacao...), leurs capacités à faire face à ces dépenses sont très variables, fonctions de leurs compétences à gérer leurs bénéfices d'une année à l'autre, des recettes provenant d'autres activités, des autres domaines de dépenses, etc. Enfin, des pistes de partenariat avec des organismes de micro-crédit pourraient être envisagées ;

- Les projets devraient notamment **identifier les étapes des processus de production impliquant**

des augmentations soudaines de la main d'œuvre

Ceci permettrait à la fois d'éviter aux projets d'accroître les dépenses et difficultés financières des planteurs, de travailler à diminuer ces dépenses (par le biais du travail groupé par exemple) et de prévoir des appuis spécifiques durant ces étapes, telles que des sources de revenus alternatives (petits commerces, vente de PFNL, ...)

- En parallèle, éviter les appuis apportant un **surcroît de main d'œuvre** ou demandant aux planteurs un financement au-delà de leurs capacités.

Les projets doivent éviter d'accroître les dépenses à effectuer sur des postes où les coûts sont élevés, et le recours à la chasse fréquent. Ainsi, il est préférable d'éviter l'extension de plantations (soit une surface plus grande à entretenir mais n'entrant pas immédiatement en production), et de privilégier leur rajeunissement (même surface, les coûts d'entretien ne changent donc pas).

Dans le nord du Congo, les planteurs possèdent généralement 2 à 3 plantations, d'une superficie maximum 3ha chacune et qui, bien que vieillissantes (plus de 40 ans), sont toujours en production. Ces producteurs sont malgré tout à l'origine de l'essentiel du cacao exporté par le Congo. Tous les projets souhaitant appuyer la relance de la filière cacao dans le Nord du Congo devraient donc tenir compte des contraintes spécifiques rencontrées par ces «petits producteurs» dont, en premier lieu, la question de l'auto-financement.

Ce n'est qu'en prenant ces difficultés en compte qu'il sera possible de développer une filière augmentant le revenu des populations locales, sans étendre le front de déforestation ni accentuer la pression sur la faune.



Un appui technique et des formations régulières sont nécessaires, tant économiques qu'organisationnelles
Photo Alexandre Trégourès

Pour citer cette Policy brief :

Vermeulen C., Trégourès A., Bianen F., Gibbon G., Julve C., 2022. *Derrière la cabosse, le gigot ? Relance cacaoyère et pression de chasse, un point d'attention pour les initiatives d'appui à la filière*. Policy brief, Ecofac VI (UE), Parc National Odzala-Kokoua (République du Congo), Nature +, African Parks Network (APN), Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL)

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union Européenne (projet ECOFAC) et de l'AFD (projet RIFOP). Son contenu relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne et de l'AFD